

Le MAAPRAT met en place un « GT Stratégie Bioéconomie »

Le Ministère de l'Agriculture a créé un groupe de travail avec l'ensemble des acteurs concernés, destiné à définir une stratégie de la bioéconomie. La synthèse des débats devrait faire l'objet d'un texte fin mars.

Ce nouveau GT est articulé autour de 6 réunions thématiques : « Bioressources : production et usages » le 26 janvier ; « Recherche et formation » le 3 février ; « Industries et systèmes de production » le 5 février ; « Marchés des produits de la bioéconomie » le 5 février ; « Durabilité de la bioéconomie » le 10 février ; « Mobilisation de la société autour de la bioéconomie » le 17 février. Ni le format, ni l'usage du document de synthèse ne sont toutefois précisés alors que des actions similaires sont en cours ou ont déjà abouties ([Rapport du CGAER sur « les usages non alimentaire de la biomasse »](#), [stratégie bas-carbone](#), stratégie de la mobilisation de la biomasse (horizon 2017), etc.).

CéleNE participe à deux de ces réunions « Bioressources : production et usages » et « Industries et systèmes de production ». Lors de la première réunion du 26 janvier les débats ont eu lieu de manière originale autour de 3 tables rondes :

- 1) « Quels aspects faut-il renforcer dans le système d'acquisition actuels ? »
- 2) « Comment repenser et utiliser l'articulation des usages à une échelle locale et dans un contexte donné ? »
- 3) « Quelles sont les voies à privilégier pour mieux mobiliser la biomasse et de façon soutenable ? ».

En attendant la synthèse des échanges par le MAAPRAT, les quelques réflexions suivantes peuvent être soulignées :

Concernant l'acquisition des connaissances, la nécessaire mutualisation des informations amont-aval a été demandée, de même, en contrepartie, la neutralité du diffuseur de l'information.

S'agissant des usages et de la hiérarchie des usages, il a été demandé de s'intéresser également aux produits classiques auxquels se substituent les produits biosourcés.

Les produits biosourcés sont difficilement intégrés dans l'économie car les services écosystémiques qu'ils apportent sont ignorés. A ce titre, la nécessaire prise en compte de la séquestration du carbone a été évoquée.

La pyramide des usages de la biomasse alimentaire (alimentation humaine, puis, animale, puis énergétique, puis technique) plébiscitée par CéleNE a été contestée par le SNPAA (Syndicat National des Producteurs d'Alcool Agricole) qui considère que la production de bioéthanol n'est plus un marché de dégagement.

Enfin, de manière plus fondamentale les débats autour des trois tables rondes, ont tourné peu ou prou autour de la question du bon usage des terres agricoles, et à ce titre de manière récurrente, la production de viande a été mise en question sur le thème : « Est-il légitime de consacrer autant de terres et autant de céréales pour produire des animaux destinés à nourrir les hommes ? ».

Fiche de travail - Bioressources – 26 janvier 2016

Constats et enjeux :

Le territoire français dispose de conditions propices à la production de bioressources. La diversité des terroirs se traduit par une diversité des produits et des systèmes de production. L'important espace rural (la France représente 12% de l'espace de l'Union européenne ; 51% du territoire métropolitain est valorisé par l'agriculture, 28% par la forêt) permet une production importante.

En aval de cette production de bioressources s'établissent des circuits et réseaux de valorisation également diversifiés et structurés. Toutefois cette ressource théoriquement disponible n'est pas toujours pleinement mobilisée (par exemple en forêt ou les biodéchets).

A ces secteurs matures viennent s'ajouter aujourd'hui des valorisations nouvelles : chimie du végétal, biomatériaux, biocarburant de 2ème génération, méthanisation... Ceux-ci peuvent se développer en valorisant des bioressources jusque-là peu ou mal valorisées. Ils peuvent également générer des concurrences d'usage.

Certaines concurrences peuvent être constatées, d'autres sont seulement anticipées. Elles peuvent par ailleurs varier dans le temps, dans l'espace et dépendent également du contexte économique et de l'offre des producteurs de bioressources. Elles peuvent aussi prendre des formes différentes : concurrence pour l'usage des facteurs de production (les sols, l'eau par exemple) ou concurrence pour l'usage des matières elles-mêmes ; concurrence à l'échelle locale, ou à l'échelle internationale, au niveau des marchés internationaux des matières premières. Quand elles sont effectives, ces concurrences peuvent avoir des conséquences sur les activités de transformation, à la fois pour les acteurs économiques (pérennité des approvisionnements ou renchérissement des coûts), la sphère publique et la société (risque d'indisponibilité en biens, notamment alimentaires, modification des impacts sur l'environnement et sur les territoires ou sur leurs usages due à un changement de valorisation,...). Ces concurrences font très souvent partie des pré-occupations majeures évoquées en amont des projets de nouvelles valorisations des bioressources, ce qui peut retarder et limiter leur déploiement.

Face à ces incertitudes et à cette compréhension encore limitée des systèmes d'approvisionnement, la connaissance des ressources, de leur condition de renouvelabilité et de leurs usages est souvent partielle, non mise à jour, et les différentes sources ne sont pas recoupées, et ce d'autant plus qu'émergent de nouvelles voies de valorisation pour les bioressources.

Il est donc nécessaire de réussir l'adéquation entre besoins et ressources (en objectivant les premiers et en mobilisant durablement les seconds) en s'appuyant pour cela sur une vision claire et systémique de ces ressources et des possibilités de valorisation. Cette adéquation doit être aussi bien pensée au niveau global qu'au niveau local et doit donc s'appuyer sur les acteurs territoriaux.

Axes de travail :

Sur la thématique *Bioressources* les axes de travail identifiés sont :

- **la question de la connaissance de la ressource et de ses usages** (quantitativement et qualitativement, de façon dynamique et en tenant compte des disparités géographiques). Cette connaissance est un prérequis indispensable pour tendre vers une adéquation durable des besoins aux ressources et pour construire une capacité à évaluer les différentes options de valorisation.

➔ *Quels aspects faut-il renforcer dans le système d'acquisition de connaissances actuel ? Comment construire une connaissance partagée ?*

- **une réflexion sur le principe de hiérarchisation/d'articulation des usages.** Ce principe est souvent invoqué de façon générale : l'alimentation est une priorité, puis les usages matériaux doivent être privilégiés et enfin les usages énergétiques. Mais cette vision reste simplifiée (elle ne détaille pas les différentes situations, selon une description des besoins plus fines, selon les types de ressources, selon les zones de production, selon les conditions à un moment donné...), elle ne tient pas compte des questionnements locaux et elle est insuffisante pour traiter à elle seule de systèmes complexes où les usages ne sont pas en concurrence mais en synergie, interdépendants ou encore successifs (usages en cascade).

➔ *Comment repenser et utiliser ce principe à une échelle locale et dans un contexte donné, ou face à la prise de décision ? Comment appréhender des systèmes synergiques où les usages ne s'opposent pas mais s'articulent ?*

- **la mobilisation des bioressources, respectueuse de la pérennité des systèmes de production, des territoires et des acteurs qui les animent.** Assurer cette mobilisation peut s'envisager par divers prismes : la préservation des surfaces de production, la réduction des gaspillages, des taux mobilisation plus importants dans certains cas, de nouvelles productions...

➔ *Quelles sont les voies à privilégier pour mieux mobiliser la biomasse et de façon soutenable ? Faut-il envisager l'émergence de nouvelles ressources via des systèmes innovants et si oui à quelles conditions ? Comment le dialogue entre acteurs peut-il participer de cette meilleure mobilisation ? Comment tenir compte des autres besoins et notamment celui de maintenir les fonctionnements écosystémiques indispensables dans les espaces naturels et les systèmes agraires, forestiers et maritimes (source de services écosystémiques) ?*

Quelques démarches existantes (ou à venir) s'inscrivant dans ce volet :

- L'Observatoire national des ressources en biomasse, les autres outils d'observation (Veille économique mutualisée, Cartofa,...)
- Dans la filière forêt-bois des dispositifs tel que Dynamic, le regroupement foncier et plus largement le contrat de la filière.
- Les démarches engagées pour la lutte contre le gaspillage alimentaire
- Les travaux permettant d'objectiver les concurrences d'usage des ressources, et notamment les travaux du GIS Changement d'affectation des sols
- La future stratégie d'approvisionnement en biomasse et les schémas régionaux biomasse issus de la Loi de transition énergétique et pour la croissance verte.
- La mesure de la LTECV en faveur de la collecte sélectif des biodéchets
- ...